

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 14/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCAEL (Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir)

3 Avenue Victor Hugo
28000 CHARTRES

Références : VAT20220767
Code AIOT : 0010007825

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement SCAEL (Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir) implanté Rue de Montflube 28320 BAILLEAU ARMENONVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite d'inspection de l'installation exploitée par AXIANE MEUNERIE à Bailleau-Armenonville réalisée le 23/11/2022, l'inspection des installations classées a contrôlé la réserve d'eau incendie implantée dans l'enceinte de l'établissement voisin de la SCAEL, mise à disposition de la société AXIANE MEUNERIE par convention signée le 13/12/2019 par les 2 sociétés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAEL (Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir)
- Rue de Montflube 28320 BAILLEAU ARMENONVILLE
- Code AIOT : 0010007825
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo de stockage de céréales exploité par la SCAEL à Bailleau-Armenonville est soumis à autorisation pour la rubrique ICPE n°2160.
Son exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/01/2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- réserve d'eau incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réserve d'eau incendie	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches de constats ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réserve d'eau incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un où de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; sauf justifications contraires cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 60 m³/heure pendant 2 heures. En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaire ; - [...] <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.</p> <p>[...]</p>
Constats : La réserve d'eau incendie de 180 m ³ n'est pas correctement entretenue.
<p>Observations : Lors de la visite d'inspection de l'installation exploitée par la société AXIANE MEUNERIE à Bailleau-Armenonville réalisée le 23/11/2022, l'inspection des installations classées a contrôlé la réserve d'eau incendie implantée dans l'enceinte de l'établissement voisin exploité par la SCAEL, mise à disposition de la société AXIANE MEUNERIE par convention signée le 13/12/2019 par les 2 sociétés.</p> <p>L'inspection a constaté que la réserve d'eau incendie du silo de la SCAEL, dont l'affichage mentionne un volume de 180 m³, était pleine d'eau, mais qu'elle n'était pas correctement entretenue : les bords de la bâche étaient recouverts de lierre, la végétation autour n'était pas entretenue (arbres, lierre, ...), et elle peut dégrader la bâche et rendre l'accès difficile au SDIS. Des photos sont jointes en annexe.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet